

L'Opportunity Fund pour le plaidoyer en faveur de la planification familiale

Le plaidoyer au sein des pays est essentiel pour rendre les gouvernements responsables de leurs engagements FP2020. Pourtant, trop souvent les organisations de la société civile (OSC) n'ont pas les ressources pour soutenir leurs efforts de plaidoyer. L'Opportunity Fund est une source de financement flexible dédiée au plaidoyer de la planification familiale, administré par PAI pour Advance Family Planning. Il aide les OSC à saisir les opportunités d'accélérer le succès de FP2020 et du Partenariat de Ougadougou.

GAINS RAPIDES 2015-2016



TOGO

Le Ministère de la santé révisé la politique nationale autorisant la distribution d'injectables et la prescription initiale de la pilule au niveau communautaire.

Le Ministère de la santé approuve le Manuel de procédures pour mettre en œuvre cette politique de partage de tâches en juin 2016.



ZAMBIE

Le gouvernement alloue 12 millions de ZMW (environ 2 millions de dollars) en puisant dans ses propres fonds pour les produits de santé reproductive (SR), dont les contraceptifs, dans son budget 2014. Dépensé chaque année, le budget des produits de SR a reçu une augmentation d'allocation en 2015 et 2016.

Le Ministère de la santé approuve la politique de partage de tâches en 2016, permettant aux agents de santé communautaire de fournir des contraceptifs injectables.

Cinq ministères s'accordent sur une stratégie nationale chiffrée commune pour répondre aux grossesses chez les adolescentes en juillet 2016.*



MALI

Mise en œuvre de nouvelles procédures nationales de SR liées au service de ligature des trompes dans les centres de santé de 15 districts.

Première allocation budgétaire pour la PF dans le budget 2016 du Conseil de Bougouni, ainsi que dans les budgets de 10 communes, représentant 25 millions de FCFA (environ 50 000 dollars).



MAURITANIE

Première allocation budgétaire pour les produits de SR, dont les contraceptifs, de 15 millions de MRO (environ 51 000 dollars) en 2014. Augmentation de 33% en 2015.

Révision de la loi de SR et approbation par le Ministère des Affaires Islamiques et le Ministère de la Famille et des Affaires Sociales. En attente de l'endossement final du Ministère de la santé avant d'être soumise au Conseil des ministres pour approbation.*



BÉNIN

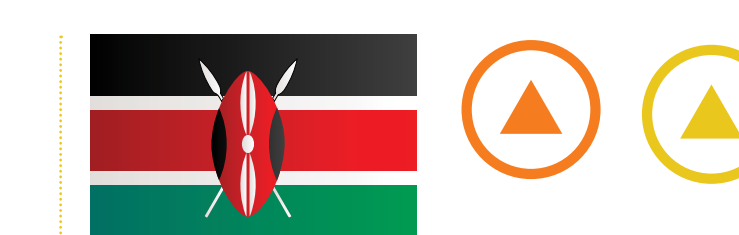
Le Ministère de la santé alloue 200 millions de FCFA (environ 466 000 dollars) aux contraceptifs dans son budget 2015, quadruplant l'allocation de 2014.



BURKINA FASO

Première allocation budgétaire pour la PF dans les plans de développement de cinq ans (2015-2019) des municipalités de Kelbo (3,7 millions de FCFA - environ 5500 dollars) et Dori (2,3 millions de FCFA - environ 4600 dollars) dans la région du Sahel.

Gain Rapide non attendu : inspirées par Kelbo et Dori, les municipalités de Tin-Akoff et Boundore ont également inclus la PF aux budgets de leurs plans de développement de cinq ans (2015-2019), allouant 1,2 millions de FCFA (environ 2400 dollars) et 1,3 millions de FCFA (environ 2660 dollars) aux activités de PF, respectivement.



KENYA

Les comtés de Busia et Homa Bay approuvent leurs stratégies chiffrées de planification familiale et santé de la reproduction de plusieurs années. Les deux comtés établissent des groupes de travail techniques de planification familiale et commencent à mettre en œuvre des éléments clés de leurs stratégies respectives. Busia inclut « le pourcentage de femmes en âge de procréer utilisant la planification familiale » parmi ses indicateurs de santé.

Le comté de Kitui alloue des fonds à la planification familiale pour la première fois - 162 000 dollars - dans son budget 2015/16.



SÉNÉGAL

Le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale autorise la prescription initiale de la pilule par des agents de santé communautaire travaillant dans 10 des 14 régions du pays.

QUI POSTULE ?



65
CANDIDATURES



1,280,000
DOLLARS DÉBOURSÉS



35
APPROUVÉES

ASIE: 1
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE (ASS): 34
(EN ASS : 16 FRANCOPHONES, 18 ANGLOPHONES)

OBJECTIFS DE PLAIDOYER LES PLUS COURANTS

- Partage de tâches de la planification familiale
- Plaidoyer sur le budget des produits de SR au niveau national et sous-national
- Développement et mise en œuvre de politiques locales
- Accès des jeunes et des adolescents aux informations et services de contraception

* Gains rapides attendu